

Bolivie : la droite menace la santé et la démocratie

samedi 16 mai 2020, par [CATACORA Luis Arce](#), [VARGAS Oliver](#) (Date de rédaction antérieure : 11 mai 2020).

Alors que la première vague d'infections à coronavirus a frappé l'Amérique latine, divers gouvernements à travers le continent ont commencé à prendre des contre-mesures. Pourtant, aux côtés du Brésil de Jair Bolsonaro, la Bolivie s'est plutôt distinguée par l'incompétence de sa réponse - une combinaison d'inaction et de répression. Ce n'est peut-être pas surprenant, étant donné la situation politique désastreuse dans le pays depuis le coup d'État militaire de novembre dernier. Dans les mois qui ont suivi la destitution d'Evo Morales, le régime du coup d'État a expulsé des centaines de médecins et de personnel médical cubains, a considérablement réduit le niveau de coopération avec la Russie et la Chine et a suspendu les projets de soins de santé à grande échelle lancés sous l'administration de Morales, (Sistema Única de Salud). Depuis le coup d'État, un certain nombre de programmes sociaux, tels que Bono Juancito Pinto, Bono Juana Azurduy et Renta Dignidad, ont été supprimés de manière drastique.

Luis Arce Catacora, plus communément appelé « Lucho », a été ministre des Finances du gouvernement de Morales de 2006 jusqu'au coup d'État de novembre 2019 (avec une brève absence pour raisons de santé en 2018). À ce titre, il a supervisé la nationalisation de l'industrie des hydrocarbures, la mise en place d'un certain nombre de programmes sociaux, la reconnaissance du secteur « social-populaire » de l'économie et le début du programme d'industrialisation de la Bolivie.

Pour la prochaine élection présidentielle, de nombreuses personnes prédisent maintenant une victoire pour le MAS. Mais sera-t-il autorisé à gagner - et ces élections seront-elles libres, justes et transparentes ?

Tout d'abord, je dois dire que cette campagne est complètement différente des autres avant elle. Ici, nous devons faire face à de nombreux facteurs - le gouvernement de facto, les médias, la Cour suprême électorale. Nous sommes donc confrontés à une campagne très difficile. Lors du dernier sondage, nous avons gagné plus de 15%, Le MAS est en avance dans les sondages et nous sommes sûrs de remporter ces élections.

Pouvez-vous faire campagne librement et ouvertement ?

Ce gouvernement cherche [à persécuter] tout le monde, du MAS, de l'ancien gouvernement du président Evo, les gens qui ont travaillé avec lui, les gens des mouvements sociaux. Nous sommes confrontés à la persécution, à la surveillance. C'est une situation très difficile pour nous - mais nous y faisons face du mieux que nous pouvons.

Il s'agit maintenant de savoir si les élections auront lieu. On parle beaucoup de suspendre les élections, et le gouvernement pourrait vouloir utiliser la question des coronavirus pour suspendre ou annuler les élections maintenant que le MAS est en avance.

Ils ont laissé le virus entrer dans le pays. Maintenant que le virus est là, ils prennent des mesures

qui n'aident pas et les gens sont maintenant exposés. Je ne pense pas qu'ils font le meilleur travail pour éviter une nouvelle contagion. . . L'autre chose qui m'inquiète beaucoup, c'est l'économie – chaque jour, elle se dégrade. Il n'y a pas d'emplois, il n'y a pas de revenus, il n'y a pas d'activité dans l'économie. Ce n'est pas seulement à cause du virus, mais parce que l'année dernière, ils ont commencé à remplacer notre modèle par le modèle néolibéral. Et cela n'a pas été bon pour les gens. Les problèmes économiques qui ont commencé l'année dernière se font sentir maintenant, et le virus est utilisé comme excuse pour éviter d'en discuter. D'une certaine manière, c'est une bonne excuse car tout le monde est préoccupé par le problème du virus.

Quel est le projet économique de l'actuelle présidente Jeanine Áñez ?

Elle n'a rien fait d'autre que le néolibéralisme et ne comprend aucun autre modèle. Si la droite gagne, le gouvernement retournera sûrement aux privatisations, à [une situation de] sociétés qui gagnent beaucoup d'argent et à beaucoup de pauvres. C'est ce qui s'est produit dans les années 80 et 90 à l'époque néolibérale en Bolivie. Je ne pense pas qu'ils aient changé d'avis. Si nous gagnons, nous devons bien sûr renationaliser pour garantir l'argent pour nos programmes sociaux, car nos programmes sociaux ne sont pas seulement basés sur les impôts, mais aussi sur les revenus tirés des entreprises publiques que nous recevons depuis [la première élection de Morales en] 2006.

Et qu'en est-il du problème du lithium ? Le gouvernement est-il en train de privatiser les réserves de lithium de la Bolivie ?

Eh bien, nous ne savons pas ce qu'ils veulent faire de notre lithium, mais il est clair qu'ils négocient à ce sujet avec certaines entreprises américaines. Mais peu importe, nous devons garantir que le lithium sera industrialisé en Bolivie, avec notre société [d'État] ici. Cela signifie créer des emplois pour les gens et nous donner des revenus à valeur ajoutée, et pas seulement exporter du lithium comme matière première. Nous poursuivrons donc bien entendu notre politique d'industrialisation de toutes les ressources naturelles dont nous disposons.

Au cours des quatorze dernières années, la Bolivie a généré un niveau de croissance économique remarquable, attirant en effet l'attention dans le monde entier. L'industrialisation des ressources naturelles est-elle l'objectif ? Où allait le pays avant le coup d'État ?

La base du modèle est de nationaliser les ressources naturelles, d'en tirer des avantages, puis de redistribuer les profits pour en faire bénéficier le peuple. Mais il y a aussi un autre élément, non seulement la nationalisation des ressources naturelles, mais aussi leur industrialisation. C'est ce qui nous permet de recevoir plus de revenus et, par conséquent, de poursuivre le processus de redistribution en Bolivie.

L'un des premiers changements du nouveau gouvernement a été de changer la politique étrangère de la Bolivie, en s'éloignant des alliés latino-américains comme Cuba et le Venezuela, vers des pays comme les États-Unis et Israël. Cela sera-t-il inversé ?

Je l'ai déjà dit dans de nombreux autres médias : nous allons changer toute la politique étrangère qui existe maintenant et revenir à la politique que nous avions auparavant, qui était très utile pour la Bolivie. Nous sommes très clairs sur la nécessité de changer cela et de revenir aux traités et accords qui existaient auparavant. Le gouvernement actuel a mal fait, ici. Nous avons besoin de relations avec Cuba et la Chine – regardez ce qu'ils font dans le domaine médical avec le virus en ce moment.

All about Coronavirus on this website

The Covid-19 pandemic has generated interlocking crises at multiple levels. ESSF is providing thematic and geographic coverage in English and French.

View all articles using keyword [Coronavirus/Covid-19 \(EN\)](#). To display English and French articles, use [Coronavirus / Covid-19 \(EN, FR\)](#).

Our regional and country pages include articles on labour and community struggles, the abuse of emergency powers and other topics. Use the continent tabs at the top of the page to find the country or group of countries that interests you.

Public health issues are mostly in country-specific health/epidemic pages ([European Union](#), [Great Britain](#), [France](#), [USA](#), [Pakistan](#), [India](#), [Philippines](#), [Malaysia](#), etc.) This page presents a selection of articles of regional or global relevance.

We have also selected a few articles with a global [political](#) analysis, as well as a few articles tracking the emergence of global progressive [movements](#) related to the pandemic.

We are increasing our coverage of left parties' and movements' declarations and proposals. See for example these pages for the [European Union](#) countries.

ESSF is raising funds for the [Labour Relief Campaign in Pakistan](#) which supports workers and families impacted by the pandemic. We will announce other solidarity initiatives in the coming days and weeks.

New articles on our site are highlighted in periodic [updates](#) by [Mark Johnson](#).

Luis Arce Catacora
Oliver Vargas

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Extrait d'une interview avec Luis Arce Catacora réalisée par Oliver Vargas, Jacobin, 10 mai 2020

<http://alter.quebec/bolivie-la-droite-au-pouvoir-na-rien-fait-face-au-coronavirus/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com